



## ATELIER INTERNATIONAL

### « Crises alimentaires : la formation des ruraux en question »

Rome – Siège de la FAO - 4 et 5 juin 2009

#### PROGRAMME PHARE DE PARTENARIAT EDUCATION POUR LES POPULATIONS RURALES (FAO - OAA)

#### RESEAU INTERNATIONAL FORMATION AGRICOLE ET RURALE

## ARTICULATION EDUCATION DE BASE/FORMATION PROFESSIONNELLE SECONDAIRE ET SUPERIEURE/RECHERCHE ET CONSEIL

Adama FAYE

Bureau de la Coopération Sénégal Suisse

### 1. EDUCATION/FORMATION DES RURAUX, CRISES ALIMENTAIRES ET PAUVRETE RURALE.

#### Une relation étroite de plus en plus vitale

La relation qui lie l'éducation et la formation aux capacités de production et de génération de revenus par les ruraux n'est plus à démontrer.

La transmission de savoirs et de savoir-faire en milieu rural, relève d'un système d'éducation empirique très organisé dans toutes les sociétés traditionnelles. Elle a permis à ces sociétés d'assurer la reproduction de leurs systèmes de production. Elle s'organise selon l'âge et la répartition sexuelle des tâches mettant très tôt l'enfant à cette école de la vie sans la quelle il ne sera utile ni à lui-même ni à sa société. Les techniques et les savoirs nécessaires lui étaient ainsi enseignés progressivement à des moments déterminés.

Le contact de l'Afrique avec d'autres civilisations y a introduit et privilégié les systèmes d'éducation et de formation actuellement dominants et dont l'accès pour tous constitue aujourd'hui un objectif largement partagé.

Les effets et impacts de ces systèmes d'éducation et de formation sur les capacités des populations à améliorer leurs performances de production et leur intégration dans une économie plus ouverte sont indéniables.

L'adoption de techniques modernes et l'amélioration de la productivité des cultures et plantations de rente (arachide, coton, palmier, café, cacao) et de l'élevage (embouche, traction animale, reproduction et reproduction, ...) par les paysans africains grâce à leur formation illustrent leurs capacités à valoriser un tel investissement.

L'enjeu est de généraliser l'accès à l'éducation pour tous les jeunes ruraux et de répondre aux besoins de formation dans les divers domaines d'activités des adolescents et adultes.

L'articulation des différents niveaux du système d'éducation et de formation doit être revue dans cette perspective.

## **L'Afrique sub-saharienne en situation de sous-scolarisation et sous-formation de ses producteurs**

Même sans statistiques tout fait fiables, l'évidence est que de nombreux enfants n'accèdent pas à l'école ou sont déscolarisés (environ un enfant en moyenne sur cinq dépasse le primaire) notamment dans les zones enclavées.

L'accès à l'alphabétisation et à la formation professionnelle est limité à un nombre trop limité de producteurs pour avoir un effet significatif sur leurs capacités à trouver des solutions efficaces et durables aux multiples problèmes qui engendrent entre autres, les crises alimentaires structurelles, l'extension de la pauvreté, la dégradation des ressources, l'exode rural et l'émigration massive...

### **Le Sénégal un cas parmi d'autres malgré les efforts des pouvoirs publics et des PTF**

Des efforts importants de l'Etat et des partenaires techniques et financiers (PTF) sont développés mais mal coordonnés.

La faible articulation entre le Plan Décennal de l'Education et de la Formation (PDEF), le Programme des Services Agricoles aux Organisations de Producteurs (PSAOP), et le Programme National des Infrastructures Rurales (PNIR)/Plan National de Développement Local (PNDL) n'a pas permis de valoriser toutes les synergies potentielles en matière d'éducation et de formation des ruraux dans leur mise en œuvre. Les offres réalisées restent en deçà des objectifs visés et loin des besoins réels.

## **2. LE SYSTEME SENEGALAIS D'EDUCATION-FORMATION, UN DISPOSITIF COMPARTIMENTE ET MAL ARTICULE.**

L'offre d'éducation et de formation agricole et rurale est jusqu'en ce moment portée par un dispositif en cascades conçu pour une éducation sélective et une formation mettant la priorité sur les cadres et les techniciens.

Les politiques de développement agricole et rural dirigistes ont organisé le système d'éducation et formation des ruraux suivant une ligne de commande qui fait des acteurs à la base de simples exécutants.

Ce dispositif n'a pas beaucoup évolué dans sa logique et sa pratique malgré la libéralisation, la décentralisation et la responsabilisation accrue de ces acteurs.

Dans ce cadre, l'éducation de base est entièrement assimilée au système dit formel plutôt académique. L'enfant y est mal préparé à intégrer la formation professionnelle et l'apprentissage. Ceux qui ce système écarte en cours de route et aujourd'hui même ses diplômés ont des difficultés à s'insérer dans le tissu économique.

Cette image de l'école produisant des marginaux hante de nombreux parents et amène certains ruraux à se méfier de cette école qui dévoie les jeunes.

Au delà de l'articulation entre ses différents niveaux, le système d'éducation et de formation doit s'adapter davantage aux réalités du milieu rural et mieux prendre en compte ses spécificités.

## **3. LES STRATEGIES D'ARTICULATION DU DISPOSITIF DANS LE CADRE DE LA SNFAR.**

Appuyant la mise en œuvre de la stratégie nationale de formation agricole et rurale définie au terme d'une réflexion globale sur cette formation en 1999, la coopération suisse a soutenu des initiatives destinées à mieux articulés les différents niveaux du système d'éducation et de formation pour une meilleure prise en compte des besoins des ruraux en formation, conseil et recherche. Parmi ces initiatives les plus significatives sont :

- l'expérimentation d'un modèle d'éducation de base de jeunes ruraux non scolarisés ou déscolarisés : les écoles communautaires de base dans le sud du Sénégal
- une réflexion prospective et une nouvelle vision de la formation agricole et rurale dans les institutions secondaires et supérieures de formation : l'élaboration de projets d'établissements (i) dans les centres nationaux de formation des techniciens en agriculture, élevage et Eaux et forêts (ii) dans les écoles supérieures de d'enseignement et de formation des cadres (ENSA, EISMV, ENCR)

- les pôles régionaux de formation : des cadres de mise en synergie et de mise en cohérence des institutions de formation opérant dans des zones déterminées et leur mise en réseau à l'échelle nationale pour optimiser l'allocation des ressources et la mobilité des compétences.
- l'expérimentation de mécanismes de régulation participative de la formation dans ces pôles régionaux

#### **4. QUELQUES CONSTATS ET ENSEIGNEMENTS TIRES DE CETTE EXPERIENCE D'ACCOMPAGNEMENT DES ACTEURS DANS LA MISE EN ŒUVRE D'UNE NOUVELLE STRATEGIE DE FORMATION AGRICOLE ET RURALE**

Le dispositif de formation agricole et rural est relativement bien pourvu d'institutions de différents niveaux et opérant dans divers domaines. Leur articulation à travers des mécanismes de coordination et des coopérations capables d'assurer une bonne mise en synergie des ressources et de compétences disponibles peut sans doute permettre déjà de répondre plus efficacement à la demande actuelle. Elle permet aussi de faire face progressivement aux besoins de plus en plus variés et massifs correspondant aux profils d'acteurs à former pour promouvoir la nouvelle économie. Il s'agit :

- de paysans bien formés, informés et conseillés ;
- d'un Etat stratège s'appuyant sur des cadres bien formés et maîtrisant leurs domaines de compétence ;
- d'un Etat et de collectivités locales qui investissent dans les infrastructures et les équipements ruraux.

La réalisation de cet objectif général résultera au vu de l'expérience de la Stratégie Nationale de Formation Agricole et Rurale (SNFAR), d'un processus long et complexe qui ira au rythme des acteurs politiques et des techniciens qui détiennent encore les leviers de vitesse.

Cependant les partenaires au développement peuvent jouer un rôle influant sur ce processus en tant que détenteurs d'une importante partie des ressources dont l'Etat et les autres acteurs ont besoin.

Les ruraux et leurs organisations doivent développer leurs capacités de proposition et d'influence sur l'ensemble des décisions les concernant dans ce cheminement multi-acteurs jalonné de conflits d'intérêts et de jeux de pouvoir.